sale n'étaient pas fermés, l'Université serait responsable de tous les dommages et immédiatement poursuivie. Les journaux reproduisirent ce protêt, et, en attendant, on répétait sans cesse aux jeunes gens qu'ils seraient bien imprudents s'ils allaient à Laval, que Laval était sur le point d'être poursuivie, que c'était une cause perdue, que non-seulement ils seraient forcés d'interrompre leurs études, mais même que les années qu'ils auraient faites ne leur seraient pas comptées !

Cependant les poursuites annoncées ne vinrent point. Après plusieurs mois parut un second protêt, dont le but était toujours le même, détruire la confiance, inspirer la défiance. Enfin, sur nouvelle que l'Université Laval demandait à la Législature Provinciale un *bill*, qui, sans toucher en aucune façon à la charte royale, sans l'interpréter ni l'expliquer, sans non plus entraver, en quoi que ce soit, les poursuites devant les tribunaux, déclare que Laval est autorisé à donner l'enseignement professionnel ailleurs qu'à Québec dans les limites de notre Province, l'Ecole, au moment de l'ouverture du Parlement, se décida enfin à poursuivre, dans l'espoir évident d'entraver la passation du bill,

Telle est la situation que les messieurs de l'Ecole ont créée à l'Université Laval à Montréal. Cette situation, si elle se prolongeait pendant toute la durée d'un procès devant les tribunaux civils, serait absolument intolérable et ruineuse pour la Succursale. Aussi, est-ce pour mettre fin à cet état de choses, que l'Université Laval demande à la Législature provinciale une loi qui assure son avenir et qui lui permette de poursuivre et d'atteindre son but, c'est-à-dire de donner l'enseignement professionnel aux étudiants catholiques de la Province de Québec.

L'Université n'entend pas saisir le Parlement de la question de légalité ni en frustrer les tribunaux civils. Elle veut uniquement s'assurer l'avenir. Elle demande une loi qui lève, pour l'avenir, les doutes que certaines personnes ont élevés sur la légalité de l'enseignement professionnel, donné par elle ailleurs qu'à Québec, Rien de plus. Rien de moins.

L'Université-Laval,
Québec, 4 mai 1881.